

Centrafrique/Présidentielle

Deux tiers des candidats exigent " l'arrêt" d'une "mascarade électorale "

AFP
Bangui/Centrafrique

Les premiers résultats, portant environ sur un quart des électeurs inscrits, donnent en tête un outsider : Faustin Archange Touadéra.

UNE vingtaine de candidats du premier tour de la présidentielle en Centrafrique ont exigé "l'arrêt des opérations électorales", dénonçant "une mascarade", dans une déclaration commune que l'AFP a pu consulter hier.

Les signataires, qui font état de nombreuses irrégularités après la publication des premiers résultats partiels du scrutin du 30 décembre, refusent "d'être complices de cette mascarade électorale" et exigent "purement et simplement l'arrêt" des opérations "au profit d'un processus concerté". Ils invitent en outre « tous

les acteurs impliqués à se mettre autour de la table pour définir les modalités pour la "sauvegarde de la nation" ».

Le texte affirme que les opérations électorales du 30 décembre "ont révélé de graves irrégularités et intimidations dans le déroulement du scrutin, et des manipulations de nature à remettre fondamentalement en cause la sincérité, la transparence et la crédibilité du scrutin", sans toutefois préciser lesquelles.

Une vingtaine de candidats – sur un total de 30 – ont déjà signé ce texte, notamment Karim Meckasoua, présenté comme un des poids lourds de l'élection, et un ancien fils de président, Sylvain Patassé. En revanche, les candidats pour l'instant en tête de la course à la présidentielle après la publication dimanche de résultats encore très partiels – notamment Faustin Archange Touadéra et Anicet



En tête après le dépouillement d'environ un quart des bulletins de vote, Faustin Archange Touadéra est la surprise du premier tour d'une présidentielle que veulent remettre en cause deux tiers des candidats.

Photo : AFP

Georges Dologuélé – ne figurent pas parmi les signataires. D'après des résultats portant sur environ un quart des électeurs inscrits, Faustin Archange Touadéra a recueilli 120 838 voix, largement devant l'un des favoris, Anicet Georges Dologuélé (68 547 voix), et Désiré Kollingba, fils d'un ancien président (39 952 voix). Faustin Archange Touadéra est un ancien Premier ministre (2008-2013) de l'ex-président François Bozizé renversé en 2013.

Anicet Georges Dologuélé est lui un ancien Premier ministre du président Ange-Félix Patassé, au pouvoir de 1993 à 2003, avant d'être renversé par Bozizé. Il a reçu le soutien officiel du parti de Bozizé. Près de deux millions d'électeurs centrafricains

étaient appelés aux urnes mercredi pour élire un nouveau président et leurs représentants à l'Assemblée nationale. Ces scrutins sont censés sortir le pays de trois années de violences intercommunautaires qui ont ravagé le pays.

Le vote, qui s'est déroulé sans incident majeur, avait été qualifié de "succès" par la communauté internationale qui a salué l'absence de violences. Les résultats définitifs seront rendus publics dans les prochains jours. Un probable second tour est prévu le 31 janvier. La Centrafrique, un des pays les plus pauvres au monde, est plongée dans le chaos depuis le renversement du président François Bozizé en mars 2013 par l'ex-rébellion Séléka, elle-même finalement chassée du pouvoir par une intervention internationale menée par la France dans son ancienne colonie début 2014.

Côte d'Ivoire/Politique

Le président Ouattara gracie 3 100 détenus

AFP
Abidjan/Côte d'Ivoire

LE président ivoirien Alassane Ouattara a annoncé avoir accordé des grâces à 3 100 détenus dans son traditionnel discours à la nation à la veille du Nouvel An. Cette mesure concerne essentiellement des prisonniers de droit commun même si une poignée de personnes détenues dans le cadre de la crise post-électorale ivoirienne pourront en bénéficier.

"J'ai décidé d'user de mon droit de grâce en procédant à des remises totales et partielles de peines. Cette décision permettra à des milliers

de détenus de recouvrer immédiatement la liberté et à d'autres de voir leur peine réduite. Il s'agit au total de 3 100 personnes", a déclaré le président, réélu dès le premier tour (avec 83,66% des suffrages) en octobre pour un nouveau mandat de 5 ans.

Auparavant le président Ouattara s'était "félicité" de "la mise en liberté provisoire de nombreuses personnes détenues, suite à des infractions commises lors de la crise postélectorale et à l'occasion des tentatives d'atteinte à la sûreté de l'Etat". M. Ouattara a assuré s'être "engagé personnellement en faveur de la réconciliation nationale".

"J'invite donc tous mes concitoyens à saisir cette

nouvelle opportunité en vue d'un rassemblement de la nation et de la consolidation de la paix", a ajouté M. Ouattara qui a une nouvelle fois réitéré sa volonté d'organiser un référendum constitutionnel pour 2016 et promis de lutter contre la pauvreté et le chômage des jeunes.

Pendant la campagne, l'opposition, qui a sans cesse réclamé la libération des "prisonniers politiques", a reproché à Ouattara de ne pas avoir réconcilié le pays et de mettre en œuvre une "justice des vainqueurs", qui ne s'intéresse qu'aux auteurs d'exactions du camp de l'ancien président Laurent Gbagbo mais pas à ceux de son propre camp. Une présidentielle apaisée

et crédible dans ce pays, premier producteur mondial de cacao et poids lourd économique d'Afrique de l'Ouest, était jugée fondamentale pour tourner définitivement la page des violences meurtrières qui ont fait 3000 morts après victoire en 2010 de Ouattara sur Laurent Gbagbo. Quelque 70 prisonniers politiques ont été libérés en 2015 selon un décompte de la presse locale.

Jeudi, Sébastien Dano Djedjé, un ancien ministre proche de Laurent Gbagbo, a bénéficié d'une mesure de liberté provisoire après sept mois de détention pour avoir affiché son soutien à l'ex-président ivoirien poursuivi par la Cour pénale internationale (CPI).

M. Djedjé est poursuivi pour "discrédit sur une décision de justice, violence et voies de faits sur les forces de l'ordre, rébellion et atteinte à l'ordre public".

"Le plus important c'est que ce qu'il a annoncé soit effectif", a réagi Désirée Douati, la présidente des femmes et famille de détenus d'opinion de Côte d'Ivoire (AFFDO-CI), auprès de l'AFP.

"On est particulièrement déçus, en utilisant l'article 45 (droit de grâce), ce sont les prisonniers de droit commun qui vont être graciés mais quant aux prisonniers politiques, cette grâce ne résout pas le problème", a estimé de son côté, Séri Gouagnon, membre du parti de Gbagbo.

Arabie Saoudite-Iran/Crise

Le médiateur de l'Onu en Syrie se rend à Ryad puis à Téhéran

AFP
Nations Unies/Etats-Unis

LE médiateur de l'Onu en Syrie Staffan de Mistura était en route pour Ryad avant de se rendre à Téhéran, a annoncé hier l'Onu, en plein regain de tension dans les relations entre ces deux protagonistes majeurs du conflit syrien.

M. de Mistura "est en route pour Ryad", a précisé le porte-parole de l'Onu Stéphane Dujarric. Il doit se rendre ensuite à Téhéran "dans le courant de la semaine".

M. de Mistura "estime que la crise dans les relations entre l'Arabie saoudite et l'Iran est très préoccupante" et qu'elle risque de provoquer "une série de conséquences néfastes dans la région".

L'émissaire onusien va "évaluer l'impact" de cette crise sur le processus de règlement du conflit syrien entamé par les grands puissances à la fin de l'année dernier à Vienne, a précisé M. Dujarric.

L'Iran est avec la Russie le plus fidèle allié du régime de Bachar al-Assad tandis que l'Arabie saoudite soutient l'opposition armée syrienne et réclame le départ du pou-

voir du président syrien. A la suite de deux conférences internationales à Vienne en octobre et novembre derniers auxquelles ont participé Ryad et Téhéran, l'Onu espère pouvoir réunir à partir du 25 janvier à Genève des représentants du gouvernement et de l'opposition pour des pourparlers de paix.

Selon M. Dujarric, le secrétaire général de l'Onu Ban Ki-moon a appelé hier le ministre des Affaires étrangères saoudien Adel Al-Jubeir pour lui faire part de sa "profonde préoccupation" devant la rupture des relations avec l'Iran.

L'Arabie saoudite et ses alliés ont rompu ou réduit leurs relations diplomatiques avec l'Iran après une crise déclenchée par l'exécution par Ryad d'un dignitaire chiite opposant au régime saoudien, Nimr el-Nimr. M. Ban a aussi "demandé instamment à l'Arabie saoudite de renouveler son engagement à un cessez-le-feu" au Yémen. Ryad avait annoncé samedi la fin de cette trêve. L'émissaire de l'Onu pour le Yémen Ismaïl Ould Cheikh Ahmed doit visiter Ryad demain pour tenter de faire cesser de nouveau les hostilités.

La guerre civile au Yémen

oppose des rebelles chiites soutenus par l'Iran et le gouvernement yéménite appuyé par une coalition militaire menée par Ryad. M. Ban avait aussi appelé dimanche le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif.

M. Ban a demandé aux deux ministres "d'éviter toute action qui pourrait exacerber les tensions entre les deux pays et dans la région", a indiqué M. Dujarric. "Il a souligné l'importance pour les deux pays de poursuivre un dialogue constructif, dans l'intérêt de la région et au-delà", a-t-il ajouté.

L'Afrique en bref

• Bénin/Présidentielle. Le président du patronat candidat



Photo : AFP

Sébastien Ajavon, 50 ans, président du patronat béninois, a officialisé sa candidature à la présidentielle le mois prochain, lors d'un meeting dans un stade de Cotonou.

• Burundi/Violences. Deux blessés par des explosions d'obus de mortier

Deux personnes ont été blessées hier matin par les explosions de deux obus de mortier tirés sur la capitale burundaise Bujumbura. Ces obus sont tombés dans un rayon d'une centaine de mètres de la mairie de Bujumbura et ont provoqué un moment de panique dans la capitale

• Soudan/Politique. L'opposition invitée par l'UA à des pourparlers avec le pouvoir

Une dirigeante d'un important parti de l'opposition soudanaise, l'Oumma, a affirmé vendredi que sa formation avait été invitée par les médiateurs de l'Union africaine (UA) à des pourparlers avec le pouvoir dans le cadre d'un dialogue national destiné à régler les conflits qui ravagent le pays.

• Tunisie/Violences. Un jihadiste tué dans le nord-ouest

Un jihadiste, probablement de nationalité étrangère, a été abattu par les forces de l'ordre dans le nord-ouest de la Tunisie. La Tunisie fait face depuis sa révolution en janvier 2011 à un essor de la mouvance jihadiste qui a coûté la vie à des dizaines de policiers et de militaires.

A travers le monde

• Afghanistan/Conflit. Fin du siège près du consulat indien, tous les assaillants tués

Les forces afghanes ont mis fin hier soir au siège par des hommes armés d'un bâtiment proche du consulat indien à Mazar-i-Sharif (nord), entamé 25 heures plus tôt, a-t-on appris auprès des autorités locales, selon lesquelles les assaillants ont tous été tués.

• Etats-Unis/Présidentielle. Bill en campagne pour Hillary

Racontant comment ils étaient tombés amoureux et comment elle était "la plus qualifiée" pour diriger le pays, l'ancien président Bill Clinton a pour la première fois fait campagne hier en solo, pour son épouse Hillary.

• Proche-Orient/Violence. Attaque du Hezbollah libanais contre une patrouille israélienne à la frontière

Le Hezbollah libanais a attaqué hier une patrouille de l'armée israélienne à la frontière entre les deux pays, provoquant des bombardements de représailles israéliens sur deux villages limitrophes, selon des sources de sécurité libanaises.